

Le mot des coéditeurs

Moderniser l'agriculture pour réduire l'insécurité alimentaire

Bénédictique Paul et Joseph N. Pierre

A cause de la faiblesse du processus de création et de distribution de richesses matérielles¹ ainsi que de la tertiarisation continue de l'économie nationale aux dépens de l'agriculture [1], la capacité d'Haïti à nourrir sa population est de plus en plus réduite. Cette population, cependant, ne cesse de s'accroître à un taux supérieur à celui de la création de richesse nationale. Il en résulte qu'une partie considérable de la population est en situation d'insécurité alimentaire.

Les besoins alimentaires deviennent encore plus critiques, vu les répétitions des phénomènes climatiques (sécheresse des années 2014, 2015 et 2016) et hydrométéorologiques (les cyclones et ouragans, dont le plus récent est Matthew, lequel a détruit l'équivalent de 22 % du produit intérieur brut). Pour tenter de satisfaire ces besoins, le pays s'est largement tourné vers l'extérieur, quitte à détériorer encore plus les indicateurs macroéconomiques. La faible solvabilité des ménages et du pays en général conduit à l'importation et à la consommation de biens de qualité inférieure. Depuis environ une dizaine d'années, le pays est devenu une véritable zone d'écoulement de biens peu valorisables sur les marchés occidentaux exigeants. Beaucoup de bas morceaux comme les ailes et pattes de poulets, des queues et pattes de porcs, des abats et souvent même des produits se rapprochant de leur date d'expiration, sont importés et vendus un peu partout sur le territoire. Certains analystes parlent alors du pays comme d'un déversoir pour certains pays fournisseurs.

La dernière publication de la Coordination nationale pour la sécurité alimentaire (CNSA) n'a donc surpris personne, si ce n'est par le nombre de plus en plus élevé de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë qu'elle relate [2]. Selon le panorama de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë qu'elle établit pour la période de février à mai 2017, aucune partie du territoire n'échappe à la crise alimentaire ; et les projections à très court terme (juin à septembre 2017) montrent une cartographie de l'insécurité alimentaire aiguë où seul le département de l'Ouest a un niveau minimum. Pourtant,

1. Nous faisons référence à la pauvreté matérielle dans le sens du manque de capitaux tangibles (capital naturel, technique), car Haïti est plutôt riche dans les autres formes du capital (capital humain, culturel, social, et même institutionnel). Bien entendu, la mobilisation de l'ensemble de ces actifs dans le cadre du développement par les capitaux multiples est bloquée.

depuis 2010, les efforts de formulation et de mise en œuvre d'une politique de développement agricole [3] au ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR) ne sont jusqu'à présent pas en mesure d'enrayer le déclin du secteur agricole. La caravane du changement annoncée par la présidence pour le premier mai 2017 (jour de la fête de l'agriculture et du travail) pourra-t-il modifier favorablement la situation alimentaire du pays ? Il est clair que l'agriculture doit être au cœur de toute dynamique de sécurité alimentaire.

Nourrir la population haïtienne relève d'une responsabilité collective, nationale et supérieure. Dans la recherche d'une meilleure compréhension de la manière dont l'insécurité alimentaire est vécue dans les ménages afin de formuler des recommandations pratiques et politiques, plusieurs auteurs ont contribué à ce cahier thématique d'*Haïti Perspectives*.

Les agroéconomistes **Alix Dameus** et **Jean-Ribert François** ont analysé les sources de satisfaction de besoins alimentaires des exploitants agricoles de la commune de Jean-Rabel (dans le département du Nord-Ouest d'Haïti). À partir d'un échantillon de 5 942 exploitations de type familial, les auteurs ont montré que, du moins au moment de l'enquête, l'agriculture ne comble que moins de la moitié des besoins alimentaires des familles rurales. La plus grande part des produits consommés proviennent des marchés locaux et sont financés à partir de sources de revenus non agricoles. De ce fait, l'instabilité de ces sources de revenus largement dépendantes des transferts témoigne de l'insécurité alimentaire qui affecte ces exploitations agricoles.

Les spécialistes de la vulgarisation **Jevensky J. Maxime** et **Bénédictique Paul** ont étudié, à partir d'enquêtes multiniveaux et multiacteurs, les dynamiques de vulgarisation agricole dans le Plateau central. Se basant sur des mesures statistiques et économétriques des conséquences de la vulgarisation agricole sur la situation socio-économique des agriculteurs, ils ont montré que les acteurs privés sont plus impliqués dans la vulgarisation agricole que le secteur public, alors que la vulgarisation est avant tout un service public. Selon eux, même si la fonctionnalité des systèmes de vulgarisation observés reste encore faible, leurs conséquences sur les revenus agricoles dans le milieu rural en font un véritable outil de lutte

contre l'insécurité alimentaire. En effet, non seulement les agriculteurs bénéficiaires directs des services de vulgarisation agricole affichent-ils une productivité accrue, mais ils tirent des revenus agricoles plus élevés que les non-bénéficiaires. Dès lors, leur recommandation est que, dans un souci de réduction de l'insécurité alimentaire par le développement agricole, l'État s'implique directement dans les dynamiques de vulgarisation agricole.

De leur côté, les économistes **Jean-Baptiste Antenord**, **Etienne Bilette de Villemeur** et **Justin Leroux** ont démontré que, pour sortir de l'insécurité alimentaire, la stratégie – et d'où leur recommandation – est simple: il faut arroser. Le modèle mathématique développé par les auteurs leur a permis de conclure qu'arroser permet de pallier l'absence prolongée de précipitations et donc d'améliorer la productivité d'une exploitation agricole. Bien entendu, en cas d'inondation et de destruction des récoltes, les pertes peuvent être importantes. Il faut dire que la mise en place d'un coûteux système d'arrosage n'est pas toujours rentable. Mais, arroser – même manuellement – une partie des parcelles plantées constitue toujours une bonne assurance contre le risque de sécheresse et permet, par voie de conséquence, d'augmenter le rendement espéré tout en diminuant la variabilité des revenus.

Mais des contaminations peuvent perturber les efforts de production agricole envisagés. C'est dans cette optique que **Bénédict Paul**, **Lemâne Delva** et **Yvens Philizaire** se questionnent sur la menace que l'aflatoxine fait planer sur la sécurité alimentaire, à travers la contamination des arachides, un produit largement consommé en Haïti. Puisque la sécurité alimentaire associe la quantité à la qualité et que ce dernier aspect est souvent négligé, à partir d'une enquête de terrain suivie d'analyses en laboratoire, les auteurs ont étudié les pratiques des différents acteurs de la filière arachide. Ils démontrent que les producteurs, les vendeurs, les transformateurs et même les consommateurs sont peu conscients de l'ampleur des risques sanitaires que ces pratiques posent. Pourtant, les analyses de qualité montrent une contamination justifiant l'application d'un protocole approprié, tant l'arachide contaminée à l'aflatoxine peut entraîner des retards de

croissance chez les enfants et des cancers du foie chez tous les consommateurs. Le risque de santé publique étudié peut visiblement faire s'effondrer toute l'économie de la filière et aggraver l'insécurité alimentaire nationale.

Enfin, l'agronome **Joseph N. Pierre**, partant de la considération que l'agriculture est l'un des piliers indispensables du processus de développement socio-économique du pays, s'évertue à formuler un certain nombre de propositions de réforme et de modernisation du secteur. Selon lui, il faut faire de celui-ci un système de production plus industriel et commercial. Pour ce faire, un programme approprié d'amélioration de la gestion agraire couplé à de meilleurs efforts dans l'éducation formelle à tous les niveaux, dans la recherche scientifique et dans la vulgarisation agricole, est nécessaire.

Tout compte fait, le niveau de pauvreté du pays n'autorise pas Haïti à rechercher la solution du problème de l'insécurité alimentaire dans les importations ni même dans les aides alimentaires. Au contraire, il convient d'investir dans l'agriculture, à travers une démarche entrepreneuriale (puisque l'agriculture est une activité privée mais d'importance stratégique et multifonctionnelle) soutenue par l'État. Le besoin de modernisation de l'agriculture est devenu d'autant plus pressant que la population s'accroît et que la nécessité de se nourrir ne peut jamais attendre. Dans l'immédiat, s'il est difficile pour l'État de ralentir la croissance démographique, il est crucial de faire accroître la production agricole et alimentaire. Car, à notre avis, la lutte pour le développement² doit commencer par là. ■

BIBLIOGRAPHIE

- 1 PAUL, Bénédict, DAMEUS, Alix et GARRABE, Michel (2010). « La tertiarisation de l'économie haïtienne », *Études caribéennes*, vol. 16, <http://etudescaribeennes.revues.org/4728>.
- 2 COORDINATION NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (CNSA) (2017). Panorama de la situation de l'insécurité alimentaire aiguë.
- 3 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (2011). *Politique de développement agricole 2010-2025*, Port-au-Prince, MARNDR.

2. Point n'est besoin de lutter contre la pauvreté, il est plus pragmatique de lutter pour le développement.

Bénédict Paul, Ph.D. est ingénieur agroéconomiste. Il est titulaire d'un doctorat en sciences économiques, après des études de Master en management et un diplôme d'ingénieur agronome. Actuellement, il est professeur à l'Université d'État d'Haïti, où il est rattaché au Laboratoire de Science Économique et Juridique de la Faculté de Droit et des Sciences Économiques (LASEJ/FDSE) ainsi qu'au Département d'Économie et Développement Rural de la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire (DEDR/FAMV). benedict.paul@ueh.edu.ht

Joseph N. Pierre, Ph.D., animateur de l'« Université Informelle » sur Radio Télé Boston, est un professeur retraité de sciences naturelles des Ecoles Publiques de Boston, à Massachusetts. Il est titulaire d'un diplôme d'ingénieur-agronome de la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire (FAMV) de l'Université d'État d'Haïti, d'une maîtrise et d'un doctorat en éducation agricole et développement rural de l'Université d'État d'Oklahoma, ainsi que d'une maîtrise en enseignement de chimie et biologie de l'Université du Massachusetts. Ancien chercheur de terrain de l'Université d'Arkansas, ancien professeur de vulgarisation agricole à la FAMV, et ancien agronome de terrain et membre de cabinet du ministre du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural d'Haïti, il est l'auteur de plusieurs ouvrages et articles sur l'agriculture et d'autres sujets. joenpierre@hotmail.com